

ASSOCIATION POUR ADULTES ET JEUNES HANDICAPES

A.P.A.J.H.
Association Loi 1901

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE APAJH ALLIER

5, allée Jean-Nègre
03100 MONTLUCON

Rapports du Commissaire aux comptes

Exercice clos
le 31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association APAJH Allier,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APAJH ALLIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Contrôle interne :

Le contrôle interne est constitué par l'ensemble des mesures de contrôle que l'association définit, applique et surveille afin d'assurer la protection du patrimoine et la fiabilité des enregistrements comptables.

Les mouvements de personnel et les difficultés de recrutement ont entraîné cette année des carences dans la mise en place et l'application de procédures de contrôle interne au sein de l'association. Si certains contrôles *a posteriori* ont permis la détection d'anomalies, la désorganisation temporaire n'en a pas permis la prévention particulièrement autour de la sauvegarde des actifs et de la maîtrise de l'engagement des dépenses.

Nous précisons que notre rapport émis sur les comptes relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022 présentait une réserve de même nature.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 5.3-Evènements postérieurs » de l'annexe des comptes annuels concernant le placement sous administration provisoire de l'ARS de l'EAM de Nades.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié par sondage la conformité des produits comptabilisés avec les arrêtés attributifs de tarification.
- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduits à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents, conditionnés à l'avis des autorités administratives assurant le financement des établissements de l'association. Nos travaux nous ont permis de nous assurer que les résultats précédents définitivement arrêtés par votre association sont conformes aux décisions des autorités administratives finançant ces établissements.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Etienne, le 20/11/2024

Le Commissaire aux Comptes



EXCO Loire
SEBASTIEN TRESCARTES

BILAN ACTIF

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	7 971,24	7 971,24		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	73 401,20	48 508,56	24 892,64	36 069,20
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 885 948,51	888 412,04	997 536,47	1 066 253,42
Constructions	20 844 619,40	9 903 059,44	10 941 559,96	11 596 918,98
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 917 805,22	2 255 915,03	661 890,19	479 881,72
Immobilisations corporelles en cours	6 721,59		6 721,59	10 065,92
Avances et acomptes	463 750,00		463 750,00	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	45 734,71	45 734,71		
Autres titres immobilisés	200 838,75		200 838,75	200 838,75
Prêts				
Autres	156 176,43		156 176,43	153 279,45
Total I	26 602 967,05	13 149 601,02	13 453 366,03	13 543 307,44
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	640 239,03	29 440,00	610 799,03	470 736,20
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	434 888,09		434 888,09	59 412,40
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 126 741,83		3 126 741,83	5 016 275,94
Charges constatées d'avance	24 837,68		24 837,68	21 552,95
Total II	4 226 706,63	29 440,00	4 197 266,63	5 567 977,49
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	30 829 673,68	13 179 041,02	17 650 632,66	19 111 284,93

BILAN PASSIF


PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	19 502,59	19 502,59
Fonds propres statutaires et complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Réserves affectés à l'investissement	2 666 382,64	2 666 382,64
Réserves pour couverture du BFR	135 189,84	135 189,84
Réserves de compensation des déficits	613 129,18	501 087,28
Réserves de compensation des amortissements	16 520,85	16 520,85
<i>dont réserves pour projet de l'entité</i>		
Autres réserves	927 332,37	927 332,37
Report à nouveau		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-1 539 500,52	-1 673 850,67
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	939 895,90	1 145 859,91
<i>dont report à nouveau pour projet de l'entité</i>		
Dépenses refusées par les autorités de tarification ou inopposables	-572 740,95	-572 740,95
Report à nouveau de gestion propre	-621 427,94	-620 216,43
Excédent ou déficit de l'exercice	-570 422,98	39 216,53
<i>dont résultat de l'exercice des activités sociales et médico-sociales</i>		
Situation nette (sous total)	2 013 860,98	2 584 283,96
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 578 528,11	1 754 438,19
Provisions réglementées	39 197,25	36 197,25
Total I	3 631 586,34	4 374 919,40
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 564 912,16	1 707 868,08
Total II	1 564 912,16	1 707 868,08
PROVISIONS		
Provisions pour risques	221 815,00	221 815,00
Provisions pour charges	811 298,11	878 841,39
Total III	1 033 113,11	1 100 656,39
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 564 142,67	9 961 849,19
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	583 686,18	488 335,48
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 147 553,41	1 305 055,12
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 355,03	39 788,88
Autres dettes	87 786,43	132 812,39
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	31 497,37	
Total IV	11 421 021,09	11 927 841,06
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 650 632,70	19 111 284,93

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	4 873,00	3 244,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	343,50	
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	653 371,03	636 125,95
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	12 708 151,71	12 503 941,55
Concours publics et subventions d'exploitation	61 739,86	9 424,25
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		890,52
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	142 671,90	189 446,41
Utilisations des fonds dédiés	162 488,92	173 572,15
Autres produits	43 406,76	95 650,17
Total I	13 777 046,68	13 612 295,00
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	224 966,40	194 899,93
Variation de stock	52,36	5 892,91
Autres achats et charges externes	3 506 795,61	3 181 662,29
Aides financières	8 824,53	7 551,61
Impôts, taxes et versements assimilés	753 523,79	749 142,70
Salaires et traitements	6 318 424,00	5 974 150,64
Charges sociales	2 233 580,56	2 082 487,95
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 039 218,90	944 402,52
Dotations aux provisions	118 467,00	217 224,28
Reports en fonds dédiés	19 533,00	
Autres charges	33 179,56	1 757,69
Total II	14 256 565,71	13 359 172,52
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-479 519,03	253 122,48
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 896,98	2 472,07
Autres intérêts et produits assimilés		2 304,37
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	6 041,82	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	8 938,80	4 776,44
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	348 252,92	331 551,04
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	348 252,92	331 551,04
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-339 314,12	-326 774,60
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-818 833,15	-73 652,12

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	44,04	4 598,20
Sur opérations en capital	190 930,08	196 357,79
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	62 000,00	
Total V	252 974,12	200 955,99
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	181,00	25 887,35
Sur opérations en capital	175,20	62 199,99
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 207,00	
Total VI	4 563,20	88 087,34
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	248 410,92	112 868,65
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	14 038 959,60	13 818 027,43
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	14 609 381,83	13 778 810,90
EXCEDENT OU DEFICIT	-570 422,23	39 216,53
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales</i>	<i>-570 422,23</i>	<i>39 216,53</i>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE - PRODUITS		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE - CHARGES		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

DETAIL DES RESULTATS	Résultat comptable	Reprise de résultat	Résultat économique
<u>Résultat des activités sociales et médico-sociales</u>	<u>-569 914</u>	<u>-401 169</u>	<u>-168 745</u>
IME	-53 978	-148 967	94 989
MAS	-179 431	-242 202	62 771
FAM	-301 242		-301 242
SESSAD	-43 144		-43 144
SAMSAH	7 881	-10 000	17 881
 <u>Résultat des activités de gestion libre</u>	 <u>-508</u>		 -508
Association	-508		-508
Total	-570 422	-401 169	-169 253

Nature des activités

	31/12/2023	31/12/2022
Produits de la tarification	12 769 892	12 513 366
Chiffre d'affaires des activités en gestion propre		
Dons		891
Subvention d'exploitation	61 740	9 424
Cotisations des adhérents	4 873	3 244
Autres produits	348 911	458 669
Total	13 185 416	12 985 593

Mouvement de l'actif immobilisé

RUBRIQUE	Valeur début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
DONATION TEMPORAIRE D'USUFRUIT					
AUTRES IMMO. INCORPORELLES	81 372				81 372
Total	81 372				81 372
Immobilisations corporelles					
TERRAINS	250 459				250 459
BATIMENTS	20 161 546				20 161 546
MATERIEL ET OUTILLAGE	1 181 521	17 786			1 199 307
AGENCEMENTS	2 313 795	106 250		9 665,92	2 429 711
MATERIEL DE TRANSPORT	593 823	363 674	64 656		892 842
MATERIEL DE BUREAU	207 776	24 861			232 637
MOBILIER	442 745	9 380			452 125
AUTRES IMMO CORPORELLES	28 547	800		400	29 747
IMMOBILISATIONS EN COURS		6 722			6 722
AVANCES ET ACOMPTES	10 066	463 750		-10 066	463 750
Total	25 190 278	993 222	64 656		26 118 845
Immobilisations financières					
PARTICIPATIONS					
PRETS					
AUTRES IMMO. FINANCIERES	354 118	2 897			357 015
Total	354 118	2 897			357 015
TOTAUX	25 625 769	996 119	64 656		26 557 232

Mouvements des amortissements

RUBRIQUE	Amortissements début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Virement de poste à poste	Amortissements fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
DONATION TEMPORAIRE D'USUFRUIT					
AUTRES IMMO. INCORPORELLES	45 303	11 177			56 480
Total	45 303	11 177			56 480
Immobilisations corporelles					
TERRAINS					
BATIMENTS	8 335 810	621 881			8 957 691
MATERIEL ET OUTILLAGE	984 253	63 456			1 047 709
AGENCEMENTS	1 302 743	123 057			1 425 799
MATERIEL DE TRANSPORT	411 012	178 131	64 656		524 487
MATERIEL DE BUREAU	156 565	21 511			178 076
MOBILIER	397 814	15 614			413 428
AUTRES IMMO CORPORELLES	28 547	224			28 771
Total	11 616 742	1 023 874	64 656		12 575 961
Immobilisations financières					
PARTICIPATIONS					
PRETS					
AUTRES IMMO. FINANCIERES					
Total					
T O T A U X	11 662 045	1 035 051	64 656		12 632 440

Etat des créances

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Redevables et comptes rattachés	610 799	610 799	
Autres créances	434 888	434 888	
Charges constatées d'avance	24 838	24 838	
TOTAL	1 070 525	1 070 525	
(1) Montant : - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice			

Etat des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
		1 AN AU PLUS	DE 1 AN A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts auprès des établ. de crédits (1)	9 564 143	366 943	1 291 452	7 905 748
Fournisseurs et comptes rattachés	583 686	583 686		
Dettes fiscales et sociales	1 147 553	1 147 553		
Dettes sur immobilisations	6 355	6 355		
Autres dettes	87 786	87 786		
Produits constatés d'avance	31 497			
TOTAL	11 421 021	2 192 324	1 291 452	7 905 748
(1) Montant : - Emprunts souscrits - Remboursements de l'exercice - concours bancaires				

Autres charges à payer

RUBRIQUE	31/12/2023
Fournisseurs, factures non parvenues	4 800
Personnel, autres charges à payer	445 642
Organismes sociaux, charges à payer	574 147
Etat, charges à payer	127 765
Divers, charges à payer	2 453

Tableau de variation des fonds propres

	Montant en début d'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-19 503				-19 503
Fonds propres statutaires et complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Fonds propres	-19 503				-19 503
Excédents affectés à l'investissement	2 666 383				2 666 383
Réserves pour couverture du BFR	135 190				135 190
Réserves de compensation des déficits	501 087	112 042			613 129
Réserve de compensation des amortissements	16 521				16 521
Réserves des activités sociales et médico-sociales	3 319 181	112 042			3 431 223
Autres réserves en gestion propre	927 332				927 332
Réserves	4 246 513	112 042			4 358 555
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-1 673 851	134 350			-1 539 501
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	1 145 860	383 821	589 785		939 896
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	-527 991	518 171	589 785		-599 605
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	572 741				572 741
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	620 216	1 212			621 428
Report à nouveau des autres activités	1 192 957	1 212			1 194 169
Report à nouveau	664 966	519 383	589 785		594 564
Résultat de l'exercice <i>dont résultats des activités sociales et médico-sociales</i>	39 217		609 640		-570 423
Subventions d'investissement	1 754 438		175 910		1 578 528
Provisions réglementées	36 197	3 000			39 197
Total des fonds associatifs	6 721 829	634 425	1 375 335		5 980 919

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable	-570 423	39 217
<i>Reprise du résultat antérieur</i>	<i>401 169</i>	<i>284 000</i>
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-169 254	323 217
<i>dont résultats effectifs sous gestion propre</i>	<i>-168 745</i>	<i>324 429</i>
<i>dont résultats effectifs sous gestion contrôlée</i>	<i>-509</i>	<i>-1 212</i>

Mouvements des provisions et fonds dédiés

RUBRIQUE	Montant en début d'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques	221 815				221 815
Provisions pour charges (retraite)	878 841	11 222	78 665		811 398
Total	1 100 656	11 222	78 665		1 033 213
Fonds reportés et dédiés					
Fonds reportés liés aux legs et donations					
Fonds dédiés accordées par les autorités de tarification <i>dont prov. renouvellement des immobilisations (1)</i>	1 707 868	10 124	153 080		1 564 912
Autres fonds dédiés					
Total	1 707 868	10 124	153 080		1 564 912
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant		29 440			29 440
Total		29 440			29 440

(1) Les provisions pour renouvellement des immobilisations inscrites dans les comptes administratifs sont inscrites en fonds dédiés dans les comptes annuels (ANC 2019-04)

Effectif moyen en ETP

	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	12,00	9,31
Non Cadres	208,40	198,42
Total	220,40	207,73

ASSOCIATION APAJH 03

ANNEXE ASSOCIATION

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

1- Préambule

1.1 Présentation de l'association

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 17 650 632.66 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 570 422.98 €.

L'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés de l'Allier (APAJH 03), créée en 1983 pour la reprise d'une pouponnière préexistante, a principalement pour buts :

- 1- La mise en œuvre de toute action destinée à favoriser l'épanouissement des personnes en situation de handicap et à assurer leur intégration dans les différents domaines de la vie (soins, éducation, culture, sports et loisirs, insertion dans le monde du travail).
- 2- La représentation des personnes en situation de handicap et de leur famille auprès des pouvoirs publics.
- 3- La création et la gestion de services et établissements médico-sociaux et d'équipements permettant l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.

Elle fait partie de la Fédération des APAJH reconnue d'utilité publique le 13 mai 1974.

L'association est gestionnaire des établissements et services suivants :

- La MAS Pierre Launay
- LE FAM Les Sources Vives
- L'IME Hélène Delalande
- Le SESSAD Les Bosquets
- Le SAMSAH Les Bosquets

L'association est également l'associée unique de l'EURL Ateliers APAJH03 qui gère une entreprise adaptée sise à Montluçon.

2-Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux règlements ANC n°2018-06 et ANC 2019-04 concernant les comptes des associations et des associations gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Seules sont exprimées les informations significatives. Les montants sont exprimés en euros.

2.2- Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes administratifs des établissements sanitaires et médico-sociaux ont été établis en application de l'instruction comptable M22 Bis.

La dette provisionnée pour congés à payer ainsi que les engagements pour départ à la retraite ont été comptabilisés sur les établissements ainsi que les heures à récupérer restantes au 31 décembre 2023.

L'EURL ATELIERS APAJH03 a été dépréciée à hauteur de 100%.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : Hormis pour les bâtiments, l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

MENTION SPECIALE :

Des immobilisations relatives au bâtiment d'hébergement construit en 2013 (compte 2131) amorties sur 40 et 25 ans ont été jusqu'à présent (y compris en 2023) amorties **selon une méthode progressive**.

Si l'information n'était pas connue du conseil d'administration actuel, elle est apparue connue par le conseil départemental de l'Allier qui l'a validée dans le cadre du plan pluriannuel de financement de 2010.

Pour le reste, nous avons reconduit en 2023 l'application obligatoire des dispositions des règlements sur les actifs relatifs respectivement :

A leur amortissement, leur dépréciation et à leur définition (CRC 2002-10)

A leur évaluation et comptabilisation (CRC 2004-16)

Les frais d'acquisition des immobilisations doivent désormais être considérées comme une augmentation de la valeur de l'investissement (honoraires, frais d'acte...)

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation du bien :

Type immobilisation	Durée
Constructions – Gros œuvres	40 ans
Constructions – Façades	30 ans
Constructions – Etanchéité - Toiture	20 ans
Constructions – Electricité, plomberie, gaz, chauffage	25 ans
Matériel et outillage industriels	3 – 5 – 10 ans
Matériel de transport	3 – 5 ans
Matériel et Mobilier de bureau et informatique	3 – 5 – 10 ans
Matériel et Mobilier de bureau et informatique	5 – 10 ans
Matériel d'enseignement et de réadaptation	3 – 5 ans

Concernant le tableau des immobilisations, la rubrique cessions de l'exercice concerne la comptabilisation des cessions et des virements de poste à poste (travaux en cours) ainsi que de la sortie des immobilisations mises au rebut ou n'ayant plus d'existence (locaux de la Charité)

2.2.3 - Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.6 – Provision réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan concernent les provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif pour **39 197.25 €**

Elles sont estimées en fonction des données connues de l'Association à la date de clôture de l'exercice.

2.2.7 - Indemnités de fin de carrière :

Au 31 décembre 2023, le passif social s'élève à 670 982 €

Les modalités de détermination de la provision d'Indemnité de Départ à la Retraite (IDR) ont été établies par l'Association qui a évalué la provision à constituer à partir des données salariales au 31/12/2023. La méthode de calcul retenue est conforme à la recommandation n.2003-R.01 du 1er avril 2003 du Conseil National de la Comptabilité (méthode prospective). Les hypothèses retenues pour ce calcul sont les suivantes :

- O Age de retraite 65 ans
- O Taux de croissance des salaires 2.5%
- O Taux d'actualisation 3.19%
- O Taux de turn-over
- O Taux de décès Table TTV 88/90
- O Taux de charges 46 %.
- O Méthode : Rétrospective prorata temporis
- O Initiative de départ : salarié

Données INSEE – Turn-over moyen

2.2.8 informations complémentaires

L'autorité de tarification avait accordé une dotation exceptionnelle de 500 000 € sur l'exercice 2004 pour faire face aux dépenses liées à la reconstruction de la MAS comptabilisée en fonds dédiés. Ces fonds dédiés donnent lieu à reprise au rythme des amortissements de la nouvelle construction.

Le différentiel sur la provision pour congés payés entre 2022 et 2023 est de - 85 002 € comptabilisé sur les établissements.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes se montent à 29 152 € TTC sur l'exercice 2023.

Le montant des charges à payer se monte à 1 147 553.41 €.

Le montant des résultats exceptionnels se monte à :

- Charges : 356 € dont 175.20€ de charges exceptionnelles sur opérations de gestion courantes, 181.00€ de pénalités.
- Produits : 252 974.12 € dont 162 184.28 € de quote-part de subventions et 90 789.84€ d'autres produits exceptionnels.

Le montant des redevances de crédit-bail pour l'exercice se monte à 34 655.63 € et concerne les véhicules et l'informatique.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement aux assurances décennales dommage-ouvrage qui est de 24 837.68 €

Le total des effectifs 2023 est de 220.40 ETP contre 207.73 ETP en 2022.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les comptes annuels ont été établis conformément aux conventions générales comptables, dans le respect du principe de prudence et en accord notamment avec les principes de :

- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- Des règlements 2002-10 du CRC relatifs aux amortissements et dépréciations et 2004-16 du CRC relatifs à leur évaluation et comptabilisation
- Des règlements 2018-06 et 2019-04 de l'ANC relatifs respectivement aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif (abrogeant le règlement 99-01).
- Du règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui vient amender et préciser le 2018-06.
- Du règlement ANC n°2022-02 qui vient apporter des précisions au règlement 2018-06 (concours publics).

3-Notes sur le bilan actif

3.1 - Etat des produits à recevoir :

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	410 651
TOTAL	410 651

- Les autres produits à recevoir sont constitués par les créances résidents et départements perçus en 2023.

4-Notes sur le bilan passif

4.1 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

MENTION SPECIALE :

Il est apparu en début d'année 2021 que plusieurs emprunts souscrits dans le cadre des constructions réalisées entre 2010 et 2013 ont été contractés avec des durées supérieures aux durées d'amortissements des biens qu'ils ont financés. Cette situation devra être analysée en lien avec les autorités de tarification des établissements concernés.

5-Autres informations

5.1 - Rémunération des cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la Loi N° 2006-586 du 23 Mai 2006, relatif au volontariat, il est porté à votre connaissance les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Compte-tenu de l'organisation de notre association, les trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles sont le Président, le Trésorier et le Secrétaire Général. Ces fonctions étant remplies par des personnes bénévoles, il n'y a donc pas de rémunérations allouées aux trois plus hauts cadres dirigeants de l'association et les remboursements de frais se font au réel sur présentation des justificatifs.

Les comptes administratifs des établissements ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et en accord avec l'arrêté interministériel du 14 novembre 2003 conforme au décret n° 2003-1010 du 22 Octobre 2003 (JO du 24 octobre 2003) applicable aux établissements privés à but non lucratif des secteurs sanitaires et sociaux.

5.2 – Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2023 a été marquée par des mouvements sur le poste de direction général :

- Isabelle ZANUTTINI a assumé le poste de directrice générale par intérim via des prestations de manager de transition entre novembre 2022 et mars 2023.
- Jean-Christophe SOULEILIAC a assuré le poste de directeur général entre mars 2023 et octobre 2023
- Après cette date, Isabelle ZANUTTINI assume de nouveau le poste de directrice générale par intérim via des prestations de manager de transition

5.3 – Evènements postérieurs

A noter le l'EAM de Nades a été placé sous administration provisoire de l'ARS pour une durée de 6 mois à compter du 13 septembre 2024.

5.4 – Contributions volontaires en nature

La secrétaire du Bureau est partie à la retraite et elle a été remplacée en 2023 par une autre secrétaire, le temps des bénévoles passé à participer aux bureaux et conseils d'administration n'a pas été décompté ni valorisé. Il conviendra de régulariser cette situation en 2024.